

CONVENTION ANNUELLE 2014

Entre :

- le **MINISTERE DES DROITS DES FEMMES DE LA VILLE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS**
représenté par le directeur des sports, Monsieur Thierry MOSIMANN
désigné ci-dessous par le ministère

et

- la **FEDERATION FRANCAISE DE BALL-TRAP**
représentée par son président, Monsieur Denis JULIEN
désignée ci-dessous par la fédération,
N° SIRET : 349 958 322 00035

Vu le code du sport, notamment son article L.131-9 qui précise que «les fédérations sportives agréées participent à la mise en œuvre des missions de service public relatives au développement et à la démocratisation des activités physiques et sportives » ;

Vu la circulaire du 18 janvier 2010 ;

Considérant que les conventions d'objectifs passées entre le ministère chargé des sports (direction des sports) et les fédérations sportives constituent l'un des modes d'expression privilégiés du partenariat qui lie l'Etat et le mouvement sportif,

Considérant que les priorités ministérielles se déclinent selon les cinq axes suivants :

- 1/ la réduction des inégalités d'accès à la pratique sportive et lutte contre l'abandon des pratiques sportives*
- 2/ la promotion de l'excellence sportive et du rayonnement de la France à l'international*
- 3/ la promotion du sport santé comme facteur de santé publique*
- 4/ la préservation de la sincérité des compétitions sportives et de leur éthique*
- 5/ le développement de l'emploi et de la formation dans le secteur du sport.*

Considérant que la présente convention et ses annexes s'inscrivent dans le cadre de ces priorités ministérielles.

Considérant la feuille de route « plan de féminisation » actée lors du comité interministériel aux droits des femmes et à l'égalité entre les femmes et les hommes du 30 novembre 2012, le programme d'actions gouvernemental contre les violences et les discriminations commises à raison de l'orientation sexuelle ou de l'identité de genre adopté le 31 octobre 2012, les décisions actées lors du comité interministériel handicap du 25 septembre 2013, lors du comité interministériel à la ville du 19 février 2013, lors du plan pluriannuel de lutte contre la pauvreté et pour l'inclusion du 21 janvier 2013 et du comité interministériel de la jeunesse du 21 février 2013.

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1^{er} : Objet de la convention et engagements

1.1 Engagement de l'association à mettre en œuvre, à son initiative et sous sa responsabilité, un programme d'actions en cohérence avec les cinq orientations de politique publique mentionnées au préambule et déclinées de la manière suivante :

1) Réduire les inégalités d'accès à la pratique sportive et lutter contre l'abandon des pratiques sportives

- Mettre en œuvre les plans de féminisation dans chaque fédération aux fins notamment de favoriser la féminisation des instances dirigeantes dans le respect des dispositions légales et réglementaires en vigueur et de développer la pratique sportive chez les femmes ;
- Favoriser la formation des encadrants à l'accueil des personnes en situation de handicaps en adaptant les conditions de pratiques et actualiser en lien avec les clubs sportifs le handiguide mis en place par le pôle ressources national sport et handicap ;
- Favoriser la pratique sportive dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville et notamment dans les ZUS.

2) Promouvoir l'excellence sportive et le rayonnement de la France à l'international

- Etablir une stratégie visant à la performance de haut niveau (intégrer le top 5 des nations pour les fédérations olympiques et le top 10 pour les fédérations paralympiques aux jeux de Rio) ;
- Promouvoir les collaborations entre les fédérations afin de permettre le meilleur accompagnement possible des sportifs de haut niveau des disciplines paralympiques ;
- Faire connaître à la direction des sports les efforts consentis pour favoriser l'insertion professionnelle et la reconversion des sportifs de haut niveau, notamment en équivalents temps plein (ETP) de conseillers techniques sportifs ou de salariés fédéraux consacrés au suivi socioprofessionnel des sportifs inscrits en liste ministérielle ainsi qu'en aides financières apportées dans les conventions d'insertion professionnelle ;
- Présenter sa stratégie et la déclinaison retenue (dans le respect des différentes rubriques existantes) sur les modalités de répartition des aides personnalisées. Un règlement d'attribution devra en outre être rédigé et communiqué de même qu'un bilan d'utilisation sera fourni en fin d'exercice. Un tableau synthétique, récapitulant l'ensemble des aides octroyées aux SHN accompagnés par l'Etat (AP, CIP, emplois INSEP, aides versées par les collectivités territoriales...) devra en outre être réalisé ;
- Informer les sportifs de haut niveau sur les conditions de prise en charge de la retraite ;
- Faire connaître à la direction des sports les montants des aides en provenance des collectivités locales et territoriales aux structures de leur parcours d'excellence sportive au plus tard le 30 mars 2014 pour l'année n-2.

3) Promouvoir le sport santé comme facteur de santé publique

- Assurer la diffusion des 10 règles d'or établies par le club des cardiologues du sport ;
- Encourager l'implication des instances fédérales territoriales et des clubs dans les plans régionaux de santé pilotés par les agences régionales de santé.

Cher

M

4) Préserver la sincérité des compétitions sportives et de leur éthique

- Présenter un programme global de prévention du dopage dont les actions devront participer de la construction d'une véritable stratégie fédérale en matière de prévention des conduites dopantes. Cette stratégie devra être pensée dans son ensemble et déclinable du niveau national jusqu'à l'échelon du club. Elle ne se limitera pas aux sportifs inscrits sur les listes pour lesquels cette prévention n'est qu'un volet spécifique du programme global de la fédération ;
- Mettre en place un programme d'actions de sensibilisation et de formation afin de lutter contre les paris sportifs illégaux pour les fédérations concernées et toutes les actions visant à fausser une rencontre sportive et le résultat qui en découle ;
- Prévenir et sanctionner toutes les formes de discrimination :
 - toutes les actions visant à exclure ou à conduire une personne à s'exclure elle-même d'une pratique, d'une compétition sportive, pour des motifs liés notamment à son origine, sa couleur de peau, son sexe, son orientation sexuelle, son handicap, sa maladie, son apparence physique, ses convictions religieuses et politiques ;
 - les comportements de personnes, qu'elles soient adhérente, sportive, entraîneur, éducatrice, supportrice, dirigeante, arbitre, juge ou spectatrice, jugés contraires aux droits et libertés fondamentaux défendus par la République et ainsi, contraires au respect que chacun a droit quels que soient ses choix et ses différences.

La fédération dresse un bilan annuel des faits attentatoires contraires au respect de l'autre et des actions qui ont été prises pour y remédier et l'adresse à la direction des sports pour le 30 mars de l'année 2014 au plus tard ;

- Renforcer les actions de sensibilisation, d'éducation et de formation des acteurs sportifs à l'environnement et au développement durable.

5) Développer l'emploi et la formation

- Promouvoir les emplois d'avenir auprès des structures déconcentrées de la fédération et des clubs et, le cas échéant, en signant un accord cadre avec le Ministère pour favoriser leur déploiement ;
- Accompagner la professionnalisation des activités, des structures et des salariés via la formation professionnelle ;
- Développer les actions de formation de dirigeants visant la prise de responsabilité des femmes et des publics éloignés de la pratique sportive.

1-2 Engagement de l'association à transmettre les documents suivants à la direction des sports en sus des documents susmentionnés

- Transmettre l'état des compléments de rémunération versés, le cas échéant, aux agents de l'Etat placés auprès d'elle, d'une part avec la subvention ministérielle, d'autre part sur ses ressources propres et accompagné d'une copie de la déclaration annuelle des salaires (D.A.D.S.) établie pour l'U.R.S.S.A.F. pour le 15 février de l'année 2014 ;
- Etablir la liste des conseillers techniques sportifs et des cadres fédéraux, en indiquant leur implantation géographique et leurs missions pour le 15 février de l'année 2014;

- Transmettre le fichier (d'adresses) des licenciés (sous forme anonyme) et des clubs pour le 15 février de l'année 2014. Les fédérations doivent informer leurs licenciés, par la voie des outils de communication fédérale (site Internet, revue,...) du fait que les données sur les licences sportives seront utilisées à des fins statistiques par la fédération ou par le ministère chargé des sports pour mieux accompagner le développement des pratiques sportives.

1.3 Engagements spécifiques de l'association :

Dans le cadre des objectifs généraux définis à l'article 1, la fédération s'engage à mettre en œuvre la politique et les moyens nécessaires à la réalisation des objectifs partagés suivants :

- Animation de la vie fédérale ;
- Compétitivité sportive ;
- Conventionner un partenariat avec les fédérations de chasseurs ;
- Développement de la formation et de l'encadrement et des tireurs ;
- Développement de la pratique dans les DOM-TOM ;
- Développement de la pratique en direction des publics cibles (jeunes, femmes, personnes handicapées) ;
- Encadrement médical et prévention de la santé des tireurs ;
- Défense des stands et le développement durable du ball-trap : mise en œuvre des actions curatives et préventives ;
- Organisation des compétitions internationales et représentativité internationale ;
- Sécurisation, formation et recyclage du corps arbitral.

ARTICLE 2 : Durée de la convention

Cette convention est conçue pour se dérouler sur une période d'une année civile (2014).

ARTICLE 3 : Conditions de détermination du coût de l'action

3.1 Le coût total estimé éligible du programme d'actions sur la durée de la convention est évalué à 1 288 000 €.

3.2 Les coûts totaux estimés éligibles annuels du programme d'actions sont fixés à l'annexe 2.

3.3 Les coûts à prendre en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre de l'action. Ils comprennent notamment tous les coûts directement liés à la mise en œuvre du programme d'actions qui :

- sont liés aux objets des actions et sont évalués en annexe ;
- sont nécessaires à la réalisation de l'action ;
- sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
- sont engendrés pendant le temps de la réalisation de l'action ;
- sont dépensés par la fédération ;
- sont identifiables et contrôlables.

tri

M

3.4 Les tableaux annexés à la présente convention retracent les financements apportés en 2014 par le ministère au programme d'actions de la fédération¹ concourant à la réalisation des objectifs généraux mentionnés dans le préambule.

ARTICLE 4 : Conditions de détermination de la contribution

4.1 Pour l'année 2014, l'administration contribue financièrement pour un montant de 88 500 €, équivalent à 7% du montant total annuel estimé des coûts éligibles, se répartissant en :

- un premier versement de 44 250 €, correspondant à 50 % du montant total de la subvention, sera effectué après signature de la présente convention ;
- le solde sera versé sous réserve du respect par la fédération des obligations mentionnées aux articles 6 et 7.

ARTICLE 5 : Modalités de versement de la contribution financière

La contribution financière est imputée sur la dotation du programme « Sport » n° 219 – article de regroupement 02.

Afin de vous payer dans les meilleures conditions vous êtes priés de transmettre vos coordonnées bancaires, en particulier votre IBAN (numéro de compte sous sa forme internationale-International Bank Account Number) et votre code BIC (appelé aussi code ou adresse Swift) de la banque où vous souhaitez le versement :

- o Ex : Numéro SEPA à 27 caractères : FR14

L'ordonnateur de la dépense est le directeur des sports.

Le comptable assignataire est le contrôleur budgétaire et comptable ministériel auprès du ministère en charge des sports.

ARTICLE 6 : Justificatifs

La fédération s'engage à fournir dans les six mois de la clôture de chaque exercice les documents ci-après établis dans le respect des dispositions du droit interne et du droit communautaire :

- Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

Ce document retrace de façon fiable l'emploi des fonds alloués pour l'exécution des obligations prévues dans la présente convention. Il est accompagné d'un compte-rendu quantitatif et qualitatif du programme d'actions ou de l'action comprenant les éléments mentionnés à l'annexe III et définis d'un commun accord entre l'administration et l'association.

¹ –dont le coût prévisionnel inscrit sur la demande de subvention est rappelé sur les tableaux annexes en regard de la subvention accordée

Ces documents sont signés par le président ou toute personne habilitée.

- Les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal officiel ;
- Le rapport d'activité.

ARTICLE 7 : Autres engagements

La fédération communique sans délai au ministère :

- copie des déclarations mentionnées aux articles 3 et 13-1 du décret du 16 août 1901 portant réglementation d'administration publique pour l'exécution de loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association² ;
- Procès verbal présenté à l'assemblée générale annuelle ;
- copie des comptes des filiales éventuelles de la fédération ;
- le règlement financier adopté par l'instance dirigeante compétente, ainsi que toute modification à ce règlement. ;
- tous documents financiers qu'elle est tenue d'établir en application des articles L. 612-1, L. 612-2, L. 612-3, L. 612-4 et L. 612-5 du code de commerce³ et du décret n° 2004-22 du 7 janvier 2004 relatif à l'agrément des fédérations sportives ;

Elle met à disposition du ministère les copies des contrats et conventions d'un montant supérieur à 150 000 € susceptibles de générer des variations dans l'évolution des recettes ou des dépenses du budget fédéral.

La fédération, s'engage à utiliser, conformément à la charte graphique référencée, le logo du ministère des droits des femmes, de la ville, de la jeunesse et des sports sur les supports de communication suivants : ses sites internet, les supports de communication institutionnelle dressant la liste des partenaires de la fédération, les outils liés aux événements sportifs d'envergure nationale, les supports graphiques des opérations et manifestations soutenues par le ministère. Ce logo et cette charte devront être transmis pour utilisation aux différents échelons régionaux et départementaux de la fédération concernés par cette convention.

En cas de difficultés dans l'exécution de la présente convention, la fédération en informe le ministère dans les meilleurs délais.

² Changement de siège, de statuts, de dirigeants, aliénation ou acquisition de biens, création d'établissements

³ Article L612-1 : les associations remplissant 2 des 3 critères suivants : plus de 50 salariés, chiffre d'affaires HT supérieur à 3 M€ (20 MF) ; bilan supérieur à 1,5 M€ (10 MF) doivent tenir une comptabilité avec compte de résultat, bilan et annexes ;

Article L. 612-2 : les associations ayant plus de 300 salariés ou 18,3 M€ (120 MF) de ressources doivent publier tous les six mois des informations sur l'actif réalisable et des tableaux de financement ;

Article L. 612-3 : concerne l'exercice de la mission du commissaire aux comptes ;

Article L. 612-4 : les associations recevant plus de 153.000 € de subventions doivent tenir une comptabilité avec compte de résultat, bilan et annexes et avoir recours à un commissaire aux comptes ;

Article L. 612-5 : concerne les conventions réglementées.

ARTICLE 8 : Evaluation

Le ministère procède, conjointement avec la fédération, à l'évaluation des conditions de réalisation du programme d'actions auquel elle a apporté son concours sur un plan quantitatif comme qualitatif.

L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1, sur l'impact du programme d'actions au regard de l'intérêt général.

ARTICLE 9 : Contrôle de l'administration

L'administration contrôle à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du programme d'action. Le ministère peut exiger le remboursement de la quote-part équivalente de la contribution financière.

Dans le cas où le coût du programme d'actions est supérieur au budget prévisionnel, ce dépassement ne donnera pas lieu à l'attribution d'une subvention complémentaire.

Pendant et au terme de la convention, un contrôle sur pièce et sur place peut être réalisé par l'administration, dans le cadre de l'évaluation prévue à l'article 9 ou dans le cadre du contrôle financier annuel. La fédération s'engage à faciliter l'accès à tout document justificatif des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

ARTICLE 10 : Sanctions

En cas d'inexécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit du ministère des conditions d'exécution de la convention par la fédération, et sans préjudice des dispositions prévues à l'article 14, le ministère peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie de sommes déjà versées au titre de la présente convention.

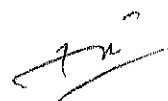
ARTICLE 11 : Conditions de renouvellement de la convention

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à l'exécution des engagements mentionnés aux articles 6 et 7 et à la réalisation des contrôles prévus aux articles 8, 9 et 10.

Dans cette attente, une convention provisoire peut, le cas échéant, être conclue en 2015, prévoyant le versement en une fois d'une subvention égale au maximum à 50% du montant de la subvention prévue (montant hors aides personnalisées) dans la présente convention au titre de l'année 2014.

ARTICLE 12 : Avenant(s)

Toute modification des conditions, des montants ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fait l'objet d'un avenant. Celui-ci précise les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent remettre en cause les objectifs généraux fixés à l'article 1^{er}.



ARTICLE 13 : Résiliation de la convention



En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements respectifs inscrits dans la présente convention et ses avenants éventuels, celle-ci peut être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 14 : Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention, ou à l'occasion de l'interprétation de ses dispositions, fera l'objet d'une recherche de conciliation.

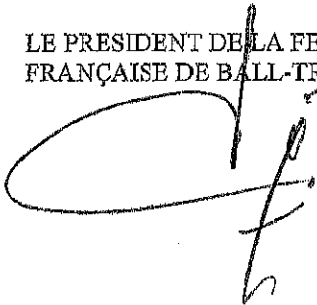
En cas de désaccord persistant, le tribunal administratif de Paris sera saisi.

- 2 MAI 2014

Fait à Paris le

2014 MAI 02

LE PRESIDENT DE LA FEDERATION
FRANÇAISE DE BALL-TRAP



LE DIRECTEUR DES SPORTS

Le directeur des sports



Thierry MOSIMANN

FEDERATION FRANÇAISE DE BALL-TRAP
ET DE TIR A BALLE
14, rue Avalée
92240 MALAKOFF
☎ 01 41 41 05 05 - Fax : 01 41 41 02 00
N° Siren 349 968 322

LISTE DES ANNEXES

Annexe 1 – Objectifs et indicateurs de performance

Annexe 2 - Objectifs partagés et moyens financiers

Annexe 3 – Relevé d'identité bancaire

Annexe 1 - Objectifs et Indicateurs

Objectifs et indicateurs de performance nationaux retenus par le ministère	2012	2013		2014
	Réalisé	Réalisé	Cible	Cible
Accroître la pratique sportive, notamment au sein des clubs, en apportant une attention particulière aux publics prioritaires				
Nombre de licences	22137	23089	0	42500
Nombre d'ATP	17463	18023	0	
Nombre total de licences et d'ATP	39600	41122	0	42500
Nombre et taux de licences féminines	883 (3,99%)	0 (0%)	1800 (%)	2125 (5%)
Nombre et taux de licences en ZUS	0 (0%)	0 (0%)	(%)	(%)
Nombre et taux de licences de jeunes de 14 à 20 ans	1467 (6,63%)	1802 (6,84%)	(%)	3000 (7,06%)
Nombre de clubs accueillant des personnes en situation de handicap	0	32	0	
Promouvoir la rigueur financière et l'efficacité des fédérations sportives				
Solidité financière	88,51	0	0	
Conforter le rang de la France parmi les grandes nations sportives				
Rang sportif de la France	0	0	0	
Renforcer le respect de l'éthique dans le sport et préserver la santé des sportifs				
Taux de suivi médical complet - SHN	%	%	%	%
Taux de suivi médical complet - Espoirs	%	%	%	%
Emplois d'avenir				
Nombre d'emplois d'avenir	0	0	0	
Lettres de mission signées dans GTS-Web				
Nombre et taux de lettres de missions signées	0 (%)	0 (%)	%	%

Objectifs partagés		N-2	N-1	N
Objectif	Indicateur	Réalisé	Réalisé	Cible
Développement de la pratique ou direction des publics cibles (jeunes, femmes, personnes handicapées)	Pourcentages de licences "Jeunes" (- de 20 ans)	7,8%	4%	8%
Conventionner un partenariat avec les fédérations de chasseurs	Nombre de double licences Chasse/Ball-Trap			
La défense des stands et le développement durable du Ball-Trap : Mettre en œuvre des actions curatives et préventives	Nombre de stands en activités (hors DOM-TOM)	572	589	572
Animation de la vie fédérale	Nombre de visiteurs sur le site Internet de la FFBT	800000	1934258	1000000
Développement de la pratique dans les DOM-TOM	Nombre de tireurs	725	781	780
Sécurisation, formation et recyclage du corps arbitral	Nombre d'arbitres concernés		82	75 recyclages
Compétitivité sportive	Nombre de médailles sur les CE et CM sur l'ensemble des disciplines	33	54	40
Organisation des compétitions internationales et représentativité internationale	Nombre de compétitions (CE et/ou CM) organisées en France et Nombre d'élus à la FITASC	0 compétition - 4 élus	1 compétition - 3 élus	1 compétition - 4 élus
Développement de la formation et de l'encadrement et des tireurs	Nombre de formés (initiateurs + entraîneurs + dirigeants)		39	30
Encadrement médical et prévention de la santé des tireurs	Nombre de journées d'encadrement des équipes de France	46	43	45

hi

M

Annexe 2 - Objectifs partagés et moyens financiers

Objectifs / Action / Rubrique	Montants			Engag. fédéral
	Budget	Demande	Accordé	
Compétitivité sportive	750 000 €	65 000 €	15 000 €	735 000 €
Action 1	750 000 €	65 000 €	15 000 €	735 000 €
Compétitions internationales en France (disciplines non reconnues de HN)	750 000 €	65 000 €	15 000 €	735 000 €
Organisation des compétitions internationales et représentativité internationale	42 000 €	8 500 €	0 €	42 000 €
Action 1	42 000 €	8 500 €	0 €	42 000 €
Compétitions internationales en France (disciplines non reconnues de HN)	37 000 €	6 000 €	0 €	37 000 €
Structuration fédérale	5 000 €	2 500 €	0 €	5 000 €
Développement de la pratique en direction des publics cibles (jeunes, femmes, personnes handicapées)	212 000 €	71 500 €	40 500 €	171 500 €
Action 1	212 000 €	71 500 €	40 500 €	171 500 €
Promotion des pratiques sportives pour tous	212 000 €	71 500 €	40 500 €	171 500 €
La défense des stands et le développement durable du Bail-Trap : Mettre en œuvre des actions curatives et préventives	166 000 €	30 000 €	9 000 €	177 000 €
Action 1	166 000 €	30 000 €	9 000 €	177 000 €
Structuration fédérale	186 000 €	30 000 €	9 000 €	177 000 €
Animation de la vie fédérale	15 000 €	5 000 €	4 000 €	11 000 €
Action 1	15 000 €	5 000 €	4 000 €	11 000 €
Structuration fédérale	15 000 €	5 000 €	4 000 €	11 000 €
Encadrement médical et prévention de la santé des tireurs	10 000 €	5 000 €	1 500 €	8 500 €
Action 3	10 000 €	5 000 €	1 500 €	8 500 €
Accompagnement sanitaire préventif	10 000 €	5 000 €	1 500 €	8 500 €
Sécurisation, formation et recyclage du corps arbitral	35 000 €	20 000 €	8 000 €	27 000 €
Action 4	35 000 €	20 000 €	8 000 €	27 000 €
Formations fédérales	35 000 €	20 000 €	8 000 €	27 000 €
Développement de la formation et de l'encadrement et des tireurs	33 000 €	17 000 €	7 000 €	26 000 €
Action 4	33 000 €	17 000 €	7 000 €	26 000 €
Formations fédérales	33 000 €	17 000 €	7 000 €	26 000 €
Développement de la pratique dans les DOM-TOM	5 000 €	4 500 €	3 500 €	1 500 €
Action 1	5 000 €	4 500 €	3 500 €	1 500 €
Structuration fédérale	5 000 €	4 500 €	3 500 €	1 500 €
TOTAL	1 288 000 €	226 500 €	88 500 €	1 199 500 €

Dont montant destiné aux aides personnalisées :

€

Montant total de la subvention versée par le ministère hors aides personnalisées :

88 500 €

Répartition de la subventions versée hors aides personnalisées :

- cat 61 (indemnité des CTS)

€

- cat 64 (transfert direct aux assoc.)

88 500 €

3

ANNEXE 3

SOCIETE GENERALE

FRANCE BANQUE

Titulaire du Compte : FEDERATION FRANCAISE DE
BALL TRAP ET DE TIR A BALLE
14 RUE AVAULER
92240 MALAKOFF

Direction : MALAKOFF

(04260)

Identifiant national (INN)

30008	03743	00097280332	08
Code Banque	Code Guichet	Numéro de Compte	Etat

Identifiant international (IBAN)

IBAN FR78 3000 3037 4300 0372 8033 268

Identifiant international de la Banque (BIC)

SOGEFRPP

E2X1610C00283 EUR 161013 A 04443
et prélèvement automatique,
dit à Banque ci-dessus.

93.02.2010.035_21 311.133.0.00309